

INFORMATIONS
OUVRIÈRES
nouvelle série

N° **97** (2491)

Semaine du
13 au 19 mai 2010

1,5 euro (soutien 2 euros)

ISSN 0813 9500

INFORMATIONS OUVRIÈRES

5687

abonnés reçoivent
ce numéro.

Et vous ?

(page 16)

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

Retraites : les points de vue d'un militant CGT et d'un militant FO

Pages 2 et 3

Abonnements

La campagne
de promotion
d'Informations
ouvrières

1^{er} mai-30 juin :
campagne
d'abonnements
avec deux formules
pour recevoir
Informations ouvrières.

Pages 9 et 16

Reportage

Gauche
et extrême
gauche
débatent sur
les retraites

Vu et entendu lors
du meeting du 6 mai
à Paris autour
de l'appel de la
Fondation Copernic.

Page 4

Politique

4-10 mai :
la semaine où
tout s'emball

Jour par jour, le film des
événements intervenus
en France.

Page 5

Campagne

Tous à la
Mutualité
le 28 mai !



750 milliards de plus

qu'ils veulent nous faire payer

L'Union européenne décide une nouvelle fois de sauver les spéculateurs.
C'est le Fonds monétaire international (FMI) qui impose sa loi au compte du
capital américain.

Pages 10 et 11

**NE TOUCHEZ
PAS A NOS
RETRAITES!**
Aucun consensus
avec Sarkozy!
A l'appel des comités pour l'unité de Paris et de la région parisienne, rassemblant
des travailleurs, des syndicalistes et des militants PS, PCF, PG et le PCJ
VENDREDI 28 MAI-20h
MEETING
Paris-Mutualité
24 rue Saint-Victor 75005 Paris

Retraites : comment faire

Les points de vue d'un et d'un militant FO (à titre

Une "réforme" pour rassurer les spéculateurs

L'Union européenne, disloquée par l'offensive des spéculateurs contre l'euro, a donc adopté un nouveau plan d'aide de 750 milliards d'euros, destiné à « rassurer » les marchés financiers inquiets des capacités de remboursement des Etats surendettés par le renflouement des banques l'an dernier... Euphoriques, les Bourses bondissaient lundi 10 mai de plus de 10 % en une séance, confortées par l'annonce par les gouvernements européens, les uns après les autres, de plans de « rigueur » d'une rare brutalité (lire pages 10 et 11).

En France, Fillon et Sarkozy ont annoncé le gel des dépenses de l'Etat sur les trois prochaines années, hors remboursement des intérêts de la dette et hors pensions des fonctionnaires. Dépenses de fonctionnement et crédits d'intervention devront en réalité diminuer de 5 à 10 % (lire le récit des événements de la semaine passée, page 5). Un tel traitement n'avait jusqu'à présent été administré qu'aux pays dominés d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique du Sud. Voilà une preuve supplémentaire, s'il en fallait une, de la véritable raison des « réformes » des régimes de retraite engagées dans toute l'Europe : il s'agit de donner des gages à ces marchés financiers, d'ouvrir de nouveaux champs à la spéculation financière et aux fonds de pension, et de tailler dans le « coût du travail ».

Toute la situation appelle à une riposte de la classe ouvrière, ce qui pose des questions primordiales pour la suite des événements. Cette semaine, notre journal a recueilli le point de vue de deux militants, l'un à Force ouvrière, l'autre à la CGT.

Yan Legoff

Interviews

Propos recueillis par Yan Legoff

José Nicol, secrétaire départemental du syndicat "Nous refusons l'allongement de la durée de cotisation"



L'avenir des régimes de retraite est dans toutes les têtes. Inéluctable, la "réforme" ? Quel est ton point de vue ?

Le prétexte invoqué par le gouvernement d'un prétendu trou des caisses de la Sécurité sociale, par exemple, ou la question de l'augmentation de l'espérance de vie sont des arguments bidon. Le point de départ, c'est de dire qu'il n'y a pas de déficit et qu'il n'y a donc aucun « diagnostic partagé » avec le gouvernement, le patronat et l'Union européenne. Il ne peut donc y avoir aucun consensus. La question des retraites, c'est la question de la Sécurité sociale, du salaire différé, donc du salaire et du statut de la fonction publique pour les fonctionnaires. Cela pose également la question des régimes spéciaux. Derrière la question des retraites, on trouve tous les fondements des conquêtes sociales

arrachées notamment par la CGT depuis 1936 ou 1945 dans notre pays.

Le 27 mai, il y a justement une nouvelle journée d'action programmée par l'inter-syndicale CGT-CFDT-FSU-UNSA-Solidaires...

Notre confédération nous appelle à manifester le 27 mai. Bon, mais cela n'empêche pas la discussion. Nous avons tous lu l'appel unitaire. Qu'est-ce que cela veut dire précisément, « une plus juste répartition des richesses » ou la « réduction des inégalités » ? Pourquoi ne pas dire clairement, comme nous l'avons fait à notre congrès confédéral, que nous refusons l'allongement de la durée de cotisation et que nous exigeons le maintien de tous les régimes de retraite existants ? Parce que c'était la condition pour ne pas se fâcher avec la CFDT ?

Qu'est-ce que cela veut dire, appeler « à se rencontrer pour décider, dans les entreprises et lieux de travail, d'actions unitaires de haut niveau donnant lieu à des grèves et des mani-

festations interprofessionnelles dans les territoires » ? Et puis, c'est la troisième journée d'action depuis le début de l'année...

Et ensuite ? On nous dit qu'on verra bien le 28 mai, et qu'en attendant, il y a la campagne d'envoi de cartes postales à Sarkozy...

Comment vois-tu la suite des événements ?

A la commission exécutive de mon syndicat, on a dit : « Qui peut croire un seul instant que nous pourrions faire reculer le gouvernement sans appeler à la grève interprofessionnelle ? »

Ne nous voilons pas la face, on a bien vu ce qui s'est passé l'année dernière : manifestation en janvier, une autre en mars, le 1^{er} Mai, et puis plus rien. Ce n'est pas vrai qu'on y arrivera ainsi. Donc, la ques-

tion, aujourd'hui, c'est la grève interprofessionnelle. On nous parle tout le temps de « montée en puissance ». Mais, à un moment donné, si l'on ne tape pas le patron à la caisse, si l'on ne cherche pas à bloquer le pays, alors

"On se fait encore plomber par la CFDT, comme en 1995, comme en 2003. Alors, il ne faut pas que ça recommence !"

Philippe Navarro, secrétaire du groupement dépar du Rhône

"Grève interprofessionnelle le 15 juin pour bloquer le pays"



Pourquoi la question des retraites est-elle aujourd'hui essentielle ?

Il y a eu l'an dernier des centaines de milliers de licenciements dans le privé ou de suppressions de postes dans le public. Avec la crise, les

défenseurs du système essaient maintenant d'infliger une défaite décisive à la classe ouvrière sur le terrain de la protection sociale et des retraites. C'est une question centrale. Si l'on gagne sur les retraites, on stoppe cette offensive d'ensemble.

Quelles sont les revendications précises qu'il faut défendre, selon toi ?

Cela se concentre sur deux questions. Aujourd'hui, ils veulent augmenter la durée de cotisation pour diminuer le montant des pensions et rendre impossible dans les faits le départ à 60 ans.

Deuxièmement, le gouvernement veut aller vers un régime unique de retraites, c'est-à-dire faire disparaître tous les régimes particuliers, les régimes de fonctionnaires. C'est ce que les pouvoirs publics, Sarkozy et d'autres appellent le « rapprochement public-privé », qui tourne complètement le dos à la revendication des travailleurs qui est 37,5 annuités de cotisation public-privé, pour une retraite à taux plein, et qui maintient l'existence des différents régimes.

Comment faire reculer le gouvernement ?
Par l'unité syndicale dans la grève sur des revendications claires et nettes.

Précisément, ta confédération appelle à une grève interprofessionnelle et à une manifestation nationale le 15 juin. Comment cela se présente-t-il ?

D'abord, l'appel de ma confédération syndicale n'est pas seulement adressé aux syndicats FO. C'est un appel unitaire adressé à toute la classe ouvrière et à toutes ses organisations. Nous appelons sans aucun préalable, sans a priori, sur trois revendications : maintien de l'âge légal de départ à la retraite, non à l'augmentation de la durée de cotisation, maintien du Code des pensions civiles

et militaires. Nous ne mettons aucun obstacle à ce que l'unité se réalise, par la grève public-privé, pour bloquer le pays durant 24 heures. Nous allons partout diffuser ces positions, nous réunissons les instances du syndicat, les syndiqués, le personnel. Nous commençons à réserver cars et trains pour monter à Paris, dans la grève.

Cette démarche d'unité a-t-elle commencé à se concrétiser dans ton département ?

Cela a commencé, en effet. Chez les hospitaliers du Rhône, il y a une position commune FO-CGT sur les trois revendications que j'ai indiquées. Cela matérialise un accord, une plate-forme commune dont nous avons besoin pour réaliser l'unité. Je ne connais aucun syndicat CGT qui s'oppose à ces trois revendications.

Je pense que pour tous les syndicalistes, la question de l'efficacité de l'action est posée. Avec ma confédération, l'année dernière, j'ai participé à plusieurs journées d'action avec des grèves et des manifestations. Qu'a-t-on gagné avec cela ? Rien. La force des travailleurs, c'est la grève. Tous les syndicalistes, tous les travailleurs le savent. Et les patrons et le gouvernement aussi... Je rappelle ce qu'a déclaré notre com-

reculer Sarkozy ? militant CGT

personnel)

CGT PTT d'Eure-et-Loir

les moyens de pression sont extrêmement limités. Bien entendu, on peut toujours pétitionner, manifester, mais à condition que cela prépare le blocage du pays par la grève public-privé tous ensemble.

Ne contournons pas la question : peut-on vraiment enrayer l'offensive gouvernementale dans une unité d'action avec la CFDT ?

La question se pose, c'est sûr. On en discute beaucoup avec les copains dans le syndicat. Honnêtement, on pense qu'on se fait encore plomber par la CFDT, comme en 1995, comme en 2003.

C'est ce que nous avons dit, à l'unanimité, dans la résolution de la commission exécutive de mon syndicat, que nous avons adressée au bureau confédéral.

Alors, il ne faut pas que ça recommence ! Et il n'y a pas que chez les postiers qu'on pense cela. J'étais au congrès confédéral, en décembre dernier.

Chère que n'y avait finalement pas pris la parole, comme c'était pourtant prévu, parce qu'il était évident, vu la teneur de bon nombre d'interventions, qu'il s'y ferait siffler. A la CGT, on est nombreux, c'est vrai, à penser qu'on ne peut pas agir avec une

organisation qui dit aujourd'hui ouvertement, par exemple, qu'elle est prête à discuter de l'augmentation du nombre d'annuités de cotisation, ou encore qui dit, concernant les fonctionnaires, qu'elle accepte la remise en question de la règle du calcul des pensions sur les six derniers mois de traitement d'activité, au nom de l'équité entre le public et le privé.

L'unité, ce sont d'abord les revendications. C'est pour cela que, dans notre département, tout comme nous faisons l'unité pour combattre les suppressions d'emplois ou sur d'autres questions professionnelles, nous avons mis en place avec nos camarades de FO une pétition sur la question des retraites.

Cela ne veut pas dire qu'on est d'accord à 100 %. Mais je considère que, sur cette question clé, nous allons dans le même sens.

Les retraites, c'est donc vraiment une question centrale dans la CGT...

Oui, on discute beaucoup dans l'organisation. La CGT, ce sont les grandes conquêtes sociales de 36, de l'après-guerre. On ne peut laisser démonter tout cela. C'est toute une tradition de lutte qu'il faut préserver, celle de la CGT.

Sommet social à l'Élysée : les réactions des dirigeants syndicaux

Le 10 mai, Nicolas Sarkozy recevait les confédérations syndicales et les organisations patronales. Voici les déclarations des représentants de la CGT, de la CFDT et de FO, recueillies par l'AFP.



Photos AFP

Bernard Thibault (CGT) :
« Le bilan de cette rencontre est assez négatif. Il est spectaculaire de noter qu'il n'y a aucune mesure particulière nouvelle pour faire face à la situation des salariés (...). Sur les retraites, le président de la République a attiré notre attention sur le fait qu'il avait l'intention de prendre des mesures en termes de financement en ayant recours aux plus hauts revenus, voire aux revenus du capital. C'est nouveau comme annonce, même s'il est très tôt pour apprécier la portée de cette annonce. »



François Chérèque (CFDT) :
« Les mesures concernant le soutien à l'emploi mises en place l'année dernière pendant la crise seront reconduites : c'est une bonne chose, ces mesures sont utiles. Par contre, sur le pouvoir d'achat, rien, les mesures mises en place l'année dernière ne seront pas reconduites (...). C'est la raison pour laquelle la CFDT pense qu'il faut réussir la journée d'action du 27 mai à l'appel de l'intersyndicale. »



Jean-Claude Mailly (FO) :
« Le président de la République se refuse à utiliser le terme de rigueur, il parle de gestion responsable. Il n'en reste pas moins que, pour nous, deux éléments peuvent mener à la rigueur et sont déjà utilisés : la révision générale des politiques publiques, qui risque de s'amplifier, et la réforme des retraites. »

temental FO des services de santé

mission exécutive confédérale extraordinaire du 4 mai : « Pour FO, il s'agit, par un renforcement de la mobilisation, de montrer la détermination des travailleurs. »

Il est reproché à Force ouvrière, y compris par le journal patronal Les Echos, ce qui est assez paradoxal, de diviser le front syndical.

Que réponds-tu à cette accusation ?

Paradoxal ? Oui et non. Gouvernement et patronat comprennent parfaitement le danger d'un appel à la grève interprofessionnelle.

Du côté des politiques comme du côté de ceux qui veulent aider le gouvernement, ce danger est aussi très bien compris.

D'où cette sorte de campagne qui a été déclenchée dès le lancement de l'appel de la commission exécutive confédérale. Tous, à

leur manière, disent la même chose : FO divise. FO divise ? Parce que nous disons qu'il faut arrêter avec les journées d'action qui ne servent à rien ? Parce que nous disons qu'il faut des revendications claires et pas celles

du gouvernement ?

Parce que nous disons que seule la grève interprofessionnelle peut permettre de gagner ?

Ça, ce n'est pas de la division, bien au contraire, et tous ces détracteurs de FO le savent très bien.

Dans la CGT, dans la FSU, et même parmi les militants de la CFDT, chez SUD, tout le monde le sait : l'unité, c'est la grève, pour gagner sur les revendications. Comme tout syndicaliste, je pense que le front syndical ne peut exister que s'il s'appuie sur des revendications syndicales.

Et je ne connais aucun travailleur qui m'ait dit : je suis d'accord pour augmenter la durée de cotisation, je suis d'accord pour que les régimes particuliers, les régimes de fonctionnaires disparaissent.

“L'appel de ma confédération syndicale n'est pas seulement adressé aux syndicats FO. C'est un appel unitaire adressé à toute la classe ouvrière et à toutes ses organisations”

ÉDITORIAL

La messe n'est pas dite

Daniel Gluckstein
Secrétaire national du POI

Stupéfaction ? Indignation ? Colère ? Lequel de ces sentiments l'emporte, ce lundi 10 mai, quand les travailleurs apprennent que 750 milliards d'euros sont mobilisés une nouvelle fois pour sauver les banquiers et les spéculateurs ?

Fillon vient d'annoncer un plan meurtrier contre les salaires, les retraites, les services publics, comme tous les gouvernements d'Europe. Les « marchés », nous dit-on, sont « apaisés » (lire page 8 le communiqué du secrétariat permanent du POI). Quelques jours plus tôt, le vendredi 7 mai, *Les Echos* commentent le plan de rigueur de Fillon. Les mesures du gouvernement, écrit ce porte-parole du capital financier, s'inscrivent dans « la suite de la série "Urgences sur les finances publiques", dont l'épisode majeur de 2010 est une réforme des retraites dont l'épilogue — le report de l'âge légal de départ — est déjà connu ».

Ainsi donc, « l'épilogue » serait déjà connu, la messe serait dite : quoi que fassent les travailleurs et leurs organisations, cela ne servirait à rien, la contre-réforme des retraites passerait !

Qu'est-ce qui donne à la classe capitaliste et à ses représentants une telle morgue ?

Au lendemain de l'annonce des 750 milliards d'euros offerts aux spéculateurs, après que tous les gouvernements d'Europe et Obama lui-même ont applaudi à cette initiative, le Parti socialiste a, dans un communiqué, salué ce « premier pas », précisant : « Mieux vaut tard que jamais. » Quant à *L'Humanité*, son éditorial du 11 mai débute par ces mots : « La création enfin d'un fonds d'entraide et de solidarité européenne que nous avions souhaité marque un tournant important dans l'histoire de la construction européenne. »

750 milliards d'euros pour venir en aide aux capitalistes et aux spéculateurs : un « premier pas » (PS) que le PCF avait « souhaité » ? Pourtant le lien, étroit, est évident entre le plan d'aide aux capitalistes et les attaques contre la classe ouvrière. Alors, comment comprendre que les dirigeants du Parti socialiste et du Parti communiste se joignent au chœur de tous ceux qui se congratulent de la décision prise à Bruxelles (en réalité : à Washington) ?

De toute évidence, cette Union sacrée guidée par l'Union européenne et le Fonds monétaire international rassure les capitalistes et le gouvernement. Est-ce pour cela qu'ils veulent croire la bataille des retraites déjà gagnée pour eux ?

Certes, la situation est difficile, nombreux sont les obstacles. Mais dans une situation où la classe ouvrière subit les coups les plus meurtriers, le travailleur — qu'il soit du public ou du privé, qu'il sympathise avec le Parti socialiste ou le Parti communiste, ou tout autre parti, qu'il soit syndiqué ou non — veut garder sa retraite. Comme il veut garder ses droits et ne pas voir liquider les acquis arrachés de haute lutte par les générations précédentes.

Ces questions ne peuvent se résoudre, en dernière analyse, que sur le terrain de la lutte de classe directe. Rien n'est dit, rien n'est joué.

« Ne touchez pas à nos retraites ! Aucun consensus avec Sarkozy ! » : jamais ce mot d'ordre n'a autant été d'actualité. Il s'exprime aujourd'hui dans l'activité constante des comités pour l'unité. Et, singulièrement, dans la préparation du meeting du 28 mai à Paris. ■